

Le moment est venu pour le Premier ministre du Canada de convoquer une rencontre des premiers ministres des provinces pour parler d'économie.

L'association des Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ), la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), le Conseil du Patronat du Québec (CPQ) et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) appuient résolument la demande du premier ministre du Québec Jean Charest pour que le Premier ministre du Canada Stephen Harper convoque le plus rapidement possible une rencontre extraordinaire sur l'économie et la hausse rapide du dollar.

Les premiers ministres du Canada et des provinces pourront ainsi définir et concevoir une stratégie concertée et nécessaire afin que le Canada puisse tirer profit de la présente conjoncture économique internationale où la concurrence est très forte.

L'appréciation ultra rapide du dollar canadien par rapport au dollar américain ne fait qu'accélérer la nécessité d'élaborer une telle stratégie. Cette approche est nécessaire pour que tous les partenaires de la fédération canadienne puissent relever le défi de la mondialisation. Ce défi accentué par l'augmentation des coûts de l'énergie et par ceux occasionnés par les changements climatiques doit être relevé selon nos valeurs et selon notre volonté à prendre avantage de la présente conjoncture économique.

La situation actuelle interpelle tous les partenaires économiques, Ottawa, les provinces, les régions, les métropoles et les municipalités, les institutions financières, les entreprises, les travailleurs et les syndicats.

Nos gouvernements doivent adopter rapidement une approche concertée s'ils ne veulent pas avoir à conjuguer avec un repli important de l'industrie manufacturière; un secteur moteur essentiel pour le développement économique et un générateur important de retombées économiques au Canada et au Québec. À preuve, l'investissement d'un dollar dans le secteur manufacturier provoque des retombées de 3,05 \$ pour l'ensemble des autres secteurs.

Les conséquences de retarder l'action d'un ou de plusieurs partenaires concernés auraient un effet dévastateur pour l'industrie manufacturière. En effet, un recul important du secteur manufacturier qui se traduirait par de nombreuses fermetures d'usines provoquerait un effet domino dont les conséquences seraient néfastes, non seulement au Québec et en Ontario, mais pour l'ensemble de l'économie canadienne, étant donné l'effet catalyseur de ce secteur sur toute l'économie canadienne.

Les secteurs des services et de la consommation seraient également durement affectés par ce recul du secteur manufacturier. Il ne faut pas oublier que pour profiter des effets bénéfiques, comme certains le proclament, d'un dollar canadien à 1,06 \$, 1,07 \$ encore faut-il avoir un emploi.

L'annonce récente du gouvernement du Canada de réduire la TPS, l'impôt des particuliers et le taux d'imposition des sociétés combinée aux mesures annoncées par le gouvernement du Québec visant la réduction du fardeau fiscal des Québécois et des entreprises québécoises – particulièrement le crédit de taxes de 10% pour les nouveaux investissements et l'abolition de la taxe sur le capital en 2011 - sont de bonnes mesures pour stimuler l'investissement manufacturier et attirer de nouveaux investisseurs étrangers. Ces actions structurantes à long terme vont permettre aux entrepreneurs de participer à l'essor économique du pays. Mais nos gouvernements doivent aujourd'hui intervenir à court terme.

Les entreprises feront leur part mais ils ont besoin aujourd'hui plus que jamais de l'action gouvernementale et des institutions financières pour affronter cette hausse fulgurante du huard.

Nous assistons présentement à une situation exceptionnelle de nature à la fois structurelle et conjoncturelle. Toutes les conditions nécessaires au développement d'un tsunami économique sont réunies et celui-ci pourrait s'abattre sur le Canada et le Québec. La grande question est de savoir s'il nous faut attendre la tempête avec insouciance et sans rien faire ou être proactif, se préparer et relever ce défi. Voilà la question à laquelle doivent répondre nos premiers ministres.

Parce qu'elles sont concernées par l'avenir économique du Québec et du Canada et par la situation qui affectent les entreprises manufacturières et exportatrices québécoises et canadiennes, nos quatre associations incitent fortement le Premier ministre du Canada à accepter l'invitation du premier ministre du Québec.

Dans un monde où tout est interrelié et où le marché exige une main-d'œuvre hautement qualifiée, de l'agilité et de la rapidité pour demeurer concurrentiel, il importe que tous les partenaires établissent la productivité et la compétitivité comme une priorité nationale.

Les premiers ministres ne doivent pas reporter ce rendez-vous inévitable pour l'avenir économique du Québec et du Canada.

M. Harper, en convoquant les premiers ministres pour discuter d'économie, vous pourrez prendre le pouls réel de l'économie canadienne. De plus, en oeuvrant dès maintenant à la mise en œuvre de conditions visant à faciliter l'adaptation de nos entreprises manufacturières à la nouvelle réalité de la concurrence internationale, nous estimons que cette voie saura contribuer non seulement à consolider le secteur manufacturier, mais à stimuler son développement et son évolution, indispensables pour maintenir et même hausser notre niveau de vie.